



Norois

Environnement, aménagement, société

243 | 2017

Capital environnemental et espaces emblématiques

Formalisation du capital environnemental et projet de territoire : le cas des Biosphärenparks autrichiens

Formalisation of an « environmental capital » and regional development plans: the case of Austrian Biosphärenparks

Valerian Geffroy et Samuel Depraz



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/6080>

DOI : 10.4000/norois.6080

ISBN : 978-2-7535-6537-1

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 2 novembre 2017

Pagination : 41-53

ISBN : 978-2-7535-6465-7

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Valerian Geffroy et Samuel Depraz, « Formalisation du capital environnemental et projet de territoire : le cas des Biosphärenparks autrichiens », *Norois* [En ligne], 243 | 2017, mis en ligne le 20 septembre 2019, consulté le 15 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/norois/6080> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.6080>

Formalisation du capital environnemental et projet de territoire : le cas des Biosphärenparks autrichiens

Formalisation of an “Environmental Capital” and Regional Development Plans: The Case of Austrian Biosphärenparks

Valérian GEFROY^a, Samuel DEPRAZ^b

^a Université de Lausanne – Faculté des géosciences de l’environnement, Institut de géographie et durabilité – case postale 4176, CH-1950, SION 4, Suisse. (valerian.geffroy@unil.ch)

^b Université de Lyon (Jean-Moulin-Lyon 3) – Laboratoire Environnement, ville, société (UMR 5600 du CNRS) – CRGA – 18 rue Chevreul, 69362 LYON Cedex 07, France. (samuel.depraz@univ-lyon3.fr)

Résumé : Les Biosphärenparks autrichiens, territoires distingués par un label de l’Unesco pour leur gestion « durable », peuvent être efficacement analysés à travers la notion de « capital environnemental ». Celle-ci permet d’englober l’ensemble des valeurs, notamment non-économiques, attribuées aux objets de nature d’un espace donné, et surtout les relations sociales et culturelles qui élaborent ces valeurs. Nous tentons ici de montrer la pertinence d’une telle approche, relationnelle, constructiviste et holiste, pour la compréhension des projets de développement des territoires ruraux. Les Biosphärenparks constituent en effet une plate-forme de coordination des efforts de *formalisation* d’un capital environnemental ; nous entendons par là la mise en correspondance des valeurs et des objets à travers la diffusion de discours sur le territoire.

Abstract: *The Austrian Biosphärenparks, labelled by the Unesco for their sustainable management, are usefully analysed through the concept of “environmental capital”. This notion allows to encompass the diverse values – including the non-economic ones – attached to the “natural” features of a given space, as well as the social and cultural relations that shape those values. Here, we try to demonstrate the relevance of such an approach, altogether relational, constructivist and holistic, to the understanding of rural development plans. Indeed, the Biosphärenparks build a coordination platform for the formalisation of an environmental capital. By this term, we mean the matching of values and objects through the diffusion of discourses about the territory.*

Mots clés : capital environnemental – développement rural – projet de territoire – géographie socio-environnementale – Autriche

Keywords : *environmental capital – rural development – territorial project – socio-environmental geography – Austria*

Le programme de l’Unesco « Man and the Biosphere » (MaB) compte parmi ses principales réalisations l’attribution à certains territoires du label « réserve de biosphère ». Celui-ci, depuis la conférence de Séville qui a modifié en profondeur ses principes (Unesco, 1996), est caractéristique du « paradigme intégrateur » (Depraz, 2008) de la

conservation environnementale, qui prône l’intégration harmonieuse de l’homme à son environnement plutôt que la séparation que les politiques antérieures tentaient d’établir, et qui a poussé à ce que de plus en plus d’espaces protégés soient mis en place sur des zones occupées et exploitées (Zimmerer, 2006). Ainsi, les réserves de bios-

phère – qui reprennent cependant en leur sein le principe du zonage – doivent comporter installations et activités humaines et se conformer autant que possible aux principes d'un développement durable (Unesco, 1996) et d'une gestion participative (Borrini-Feyerabend, 1996 ; Bouamrane [éd.], 2007). L'Unesco, au terme d'une procédure d'évaluation, attribue aux régions requérantes le label, qui est pour elles source de prestige et de légitimation ; et l'organisation internationale affiche un réseau comprenant plus de 660 réserves dans 120 pays, avec l'ambition d'y représenter toute la diversité sociale et biologique de la planète.

Si dans certains cas, l'obtention du statut de réserve de biosphère fait surtout figure de validation d'une stratégie de gestion territoriale déjà éprouvée, à l'instar de certains Parcs Naturels Régionaux français (PNR), la démarche de candidature est pour d'autres régions l'occasion de repenser en profondeur le territoire autour d'une nouvelle entité. C'est le cas, à des degrés divers, pour les régions autrichiennes ici étudiées. Ces réserves sont nommées « Biosphärenparks » (BSPs) par le comité autrichien du programme MaB, qui a jugé que le terme « Biosphärenreservat », traduction littérale de l'expression anglaise, était porteur de connotations négatives, évoquant notamment une conservation figée de la nature. Ces « parcs » sont au nombre de trois : celui du Großes Walsertal, vallée montagneuse et peu densément peuplée du Vorarlberg, qui, reconnu en 2000, fait figure de pionnier ; celui de la Wienerwald, vaste territoire de la zone périurbaine de la capitale, dont le périmètre concerne environ 750 000 habitants, reconnu Biosphärenpark en 2005 ; et enfin celui du Lungau-Nockberge, également région rurale et montagneuse, où le label date de 2012. Ce sont, à chaque fois, les collectivités territoriales qui ont été à l'origine de la candidature, avec une volonté affichée d'impliquer citoyens et acteurs locaux dans les processus de décision, mais avec des succès divers. Si, dans le Großes Walsertal, où la concertation a été assez riche et suivie, le label s'est assez rapidement imposé comme une référence locale, dans la Wienerwald la mobilisation des habitants s'est avérée beaucoup plus difficile, et la plupart d'entre eux n'avait six ans plus tard pas connaissance de l'existence du dispositif. Dans les trois cas, une structure d'administration (appelée « Biosphärenpark-Management ») a été créée, finan-

cée principalement par les collectivités, et tente de fédérer un certain nombre d'acteurs, civils, économiques et institutionnels, autour d'initiatives allant dans le sens des principes du statut obtenu.

L'interrogation initiale de l'étude portait sur la concrétisation d'un tel statut, qui est censé permettre l'harmonisation de la protection de l'environnement et des activités humaines, économiques notamment, sans apporter aucune nouvelle mesure réglementaire. Quels peuvent être les effets réels sur un territoire de ce qui semble être avant tout une « appellation », à valeur incitative tout au plus ? De fait, pris comme *structures*, les Biosphärenparks autrichiens apparaissaient singulièrement vides. En revanche, pris comme *projets*, ils montraient clairement leur véritable rôle, celui de plate-forme de coordination des acteurs, de mise en commun des ressources et des savoir-faire du territoire et de catalyseur du discours environnementaliste. Les réalisations à leur actif relèvent en effet surtout de la communication autour de la qualité du territoire et de ses ressources, de la sensibilisation environnementale, et d'une commercialisation de produits locaux qui se présente comme respectueuse de cet environnement. En somme, il s'agit donc de mobiliser des ressources existantes, notamment biophysiques, en les valorisant, c'est-à-dire en leur attachant des valeurs augmentées ou développées, en l'occurrence bien souvent du domaine de l'esthétique, du goût, ou encore de la sensibilité écologiste. Dans ce contexte, la grille de lecture que constitue la notion de « capital environnemental » peut être utilement introduite pour expliquer ce que les BSPs « font » des territoires. Plus précisément, nous parlerons de *formalisation* du capital environnemental, que nous définissons comme la mobilisation et diffusion de valeurs liées à l'environnement sous la forme d'éléments de communication, de discours (verbaux, visuels ou matériels) qui mettent en correspondance ces valeurs avec des objets du territoire.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL COMME CLEF DE LECTURE

Selon la définition proposée par l'équipe GEOLAB (Richard *et al.*, 2015), le capital environnemental est « l'ensemble des investissements [...] dans l'environnement réalisés par des acteurs selon leurs représentations, intérêts et systèmes de valeurs spécifiques ».

La notion d'« environnement » elle-même doit être précisée : admettant, avec C. Emelianoff (2003)¹, que le cadre biophysique n'est qu'une des spécifications possibles du terme, on centrera cependant ici notre définition sur cette entrée, comme il est courant de le faire, dans le champ scientifique comme dans le champ public. Ce cadre biophysique n'est pas pour autant ici considéré comme un donné objectif, extérieur à la société, mais bien comme une construction sociale (Lascoumes, 2010; Rudolf *et al.*, 1998). L'efficacité de la définition du « capital environnemental » tient notamment à son caractère englobant : elle se distingue de l'approche économiste du « natural capital » (Costanza *et al.*, 1997), en ne se limitant pas à la dimension financière des valeurs qui peuvent être attribuées à l'environnement, mais en intégrant ce que l'économie nomme les « valeurs de non-usage » (Bürgenmeier, 2004), notamment les valeurs d'existence attachées aux objets de nature. La plupart des auteurs (Douglas *et al.*, 1996; Veyret, 2007) reconnaissent aujourd'hui que l'intérêt majeur de la notion réside dans le fait qu'elle désigne non seulement un ensemble de composantes, mais aussi les relations entre celles-ci. Le succès actuel de la notion d'environnement s'inscrit ainsi dans un renouvellement de la perspective holiste (Huggett et Robinson *in* Douglas *et al.*, 1996, p. 5), marquée par une conscience accrue des équilibres et crises écologiques, qui opère un rapprochement des sciences dites « naturelles » et des sciences sociales. Cette notion implique en effet d'envisager comme un tout, et en relation, les diverses composantes du milieu. Par conséquent, on choisit ici de limiter la notion de « capital environnemental » aux investissements dans un milieu ou espace *envisagé comme environnement* ; l'extraction minière, par exemple, qui consiste en l'exploitation d'une ressource spécifique sans que les interactions avec les autres composantes de l'écosystème participent de sa valorisation, peut donc être exclue de la définition du capital environnemental. En revanche, l'agriculture, autre forme d'exploitation des sols, peut participer d'un capital environnemental, pour peu qu'elle soit pensée dans une perspective de gestion raisonnée des écosystèmes.

Entendue ainsi, l'approche par le capital environnemental est donc résolument constructiviste et holiste, car elle envisage un système de relations situé – l'environnement, ou *un* environnement – et replace la valeur économique parmi les autres valeurs qui y sont investies. L'approche est également dynamique, car en parlant d'« investissement », on se concentre sur l'action ou les processus qui créent la valeur. De même que pour Marx le capital ne peut se résumer à une somme de matériaux ou de biens, n'existe pas sans le « travail accumulé » et est donc aussi une « relation sociale de production » (Marx, 2002 [1849]), le capital environnemental est composé d'*efforts* et de *relations* de valorisation. La caractérisation d'un tel capital passe donc par l'identification et l'analyse des actions, stratégies, discours, associations d'acteurs *en train de* constituer un ou des objets de l'environnement comme source de bénéfices (symboliques, sociaux, économiques...). Ce faisant, on continue d'étendre la portée de la notion de « capital », en prenant acte notamment de ses développements bourdieusiens. Les écrits de P. Bourdieu ont en effet approfondi cette dimension relationnelle des ressources, en montrant comment les relations sociales elles-mêmes, sans aucun aspect matériel ou productif, pouvaient constituer une forme de capital (Bourdieu, 1980) et cela y compris pour des instances collectives (Bourdieu, 2012). Ici, cependant, cette dimension relationnelle ne met pas en jeu que des acteurs sociaux, mais inclut toujours le territoire ou les objets de nature. Le capital environnemental est en effet fondamentalement constitué des relations des acteurs à ces éléments biophysiques spatialisés qu'ils construisent comme *environnement* ; il ne se résume donc pas, par exemple, à un « capital social » des acteurs au sein du champ professionnel ou politique de l'environnement. En outre, chez Marx comme chez Bourdieu, la notion de capital permet aussi d'aborder les jeux de concurrence et de domination entre les acteurs, jeux fondés sur l'inégalité de distribution du capital. L'environnement peut bien sûr être au cœur de ces luttes, notamment par le biais de l'appropriation foncière (Richard, 2010). Mais pour notre cas d'étude, comme on le verra, le capital environnemental dessiné par les BSPs est assez peu disputé ; un des enjeux est donc de comprendre comment cette notion de capital peut

1. « Environnement : Ensemble des réalités extérieures à un système, notamment à un système social, conditionnant son existence et interagissant avec lui. Spécialement, les réalités biophysiques comme environnement des sociétés. »

s'intégrer à l'analyse d'une situation relativement consensuelle.

La notion de capital environnemental peut cependant être confrontée à d'autres concepts voisins pour en légitimer le champ d'application et l'utilité scientifique. Le terme de « ressource territoriale » constituait ainsi une autre piste de réflexion possible, depuis son émergence dans la réflexion géographique (Corrado, 2004; Gumuchian et Pecqueur, 2007). Mais raisonner en termes de « ressource » *stricto sensu* aurait été moins fécond dans la mesure où la *ressource* désigne, en première instance, un ensemble d'éléments essentiellement matériels auxquels la société a accordé une valeur transactionnelle et qu'elle souhaite exploiter. On perdrait avec elle la dimension relationnelle apportée par le capital environnemental. De même, la ressource affaiblit la perspective processuelle des actions de valorisation, puisque la ressource peut être encore imparfaitement activée, voire un gisement, à la différence d'un capital, qui correspond à sa valorisation effective.

L'adjonction de l'idée de territoire, entendue comme une portion d'espace sur laquelle est projeté un système d'intentions et d'actions (Raffestin, 1980), permettait cependant aux auteurs du concept de « ressource territoriale » d'élargir la notion de ressource à des composantes plus immatérielles, et notamment aux interrelations entre acteurs d'un territoire constitutives d'une stratégie de développement local. Ces relations, ancrées dans les théories de la proximité en économie (Carrincazeaux, 2011; Rallet et Torre, 2004), constituent aujourd'hui une externalité positive largement reconnue dans les moteurs de l'économie. La territorialité souligne également l'importance des valeurs de non-usage attachées à l'espace dans l'économie des territoires. Elle permet de confirmer, dans l'idée de ressource, une « finalité de qualification ou de différenciation du territoire et/ou des produits » (Praly, 2010). Pour Hervé Gumuchian et Bernard Pecqueur, ainsi, la ressource territoriale est « une caractéristique construite d'un territoire spécifique et ce, dans une optique de développement » (Gumuchian et Pecqueur, *op. cit.*, p. 5). On y valorise bien, cette fois, le poids des relations informelles entre acteurs, les représentations qu'ils se font de leur territoire et la finalité qu'ils lui attribuent comme de réels moteurs économiques locaux. Les réseaux sociaux spatialisés, les ancrages territoriaux et les stratégies

de développement y acquièrent ainsi un poids comptable. Et quand bien même la notion de ressource territoriale semble ainsi s'inscrire préférentiellement dans le registre de l'économie, elle n'oublie pas d'intégrer à l'évaluation de la ressource une dimension socio-constructiviste.

En quoi le capital environnemental permet-il donc de spécifier plus efficacement l'idée de ressource territoriale? Si le « capital » est bien entendu ici dans son acception bourdieusienne, comme on l'a proposé plus haut, il renforce à la fois la dimension relationnelle introduite par la ressource territoriale et l'idée d'une accumulation de ressources reproductibles permettant d'alimenter un bénéfice – donc l'idée d'une stratégie et d'une finalité. L'épithète « environnemental », quant à elle, permet d'une part de rappeler la perspective holiste privilégiée dans les approches sociales du monde biophysique, et d'autre part de cibler plus spécifiquement dans le territoire les discours et stratégies d'acteurs construits *autour* de la composante biophysique des territoires. Le capital environnemental renforce donc l'idée de production et de mise en circulation d'une ressource spécifiquement attachée à la construction sociale du naturel.

L'étude de cas proposée devrait nous permettre de « tester » cette définition du capital environnemental; de préciser son champ d'application, de pertinence, ses caractéristiques ou propriétés. Les Biosphärenparks autrichiens nous fournissent de nombreuses illustrations, esquissées ci-dessus, des diverses stratégies d'expansion et d'exploitation du capital environnemental; ils permettent d'approcher divers *champs* (Bourdieu, 1984) dans lesquels ce capital se réalise, et notamment le champ environnementaliste. Ils donnent ainsi des pistes de réponses à la question générale: comment le capital environnemental se concrétise-t-il sur un territoire? Comment passe-t-on d'un ensemble d'objets de l'environnement et d'un ensemble de valeurs à un système – localisé – d'objets valorisés?

La réflexion livrée ici s'appuie sur un travail de terrain (Geffroy, 2012), dont l'objectif était de saisir le rapport entre le « concept » du Biosphärenpark et ses effets sur le territoire. Ont été menées une enquête par entretiens semi-directifs auprès d'acteurs impliqués, professionnellement ou bénévolement, dans le fonctionnement et la gestion des BSPs, assortie d'observations de terrain centrées sur

les signes matériels de la présence du BSP (panneaux d'information et de sensibilisation principalement); et une analyse qualitative² des discours ainsi obtenus. La collecte et l'analyse d'informations sur les différents sites institutionnels et de promotion des parcs vient compléter et actualiser ce travail.

CE QUE N'EST PAS LE BIOSPHÄRENPAK : UNE STRUCTURE DÉDIÉE À LA SEULE CONSERVATION DE RESSOURCES NATURELLES

L'étude menée sur ces territoires a montré les nombreux écueils d'une appréhension superficielle de ces objets, les BSPs, comme dispositifs de protection de l'« environnement », et donc la nécessité de concevoir ce dernier autrement que comme une somme de « ressources naturelles » à exploiter ou protéger. Label venant valider les caractéristiques, les activités, la gestion d'un territoire, une réserve de biosphère n'a pas grand-chose d'un « espace protégé » au sens de structure administrative et outil législatif de protection de l'environnement. Sur la question des éventuelles modifications de la législation, qui leur était explicitement posée, les personnes interrogées ont été claires et unanimes, à l'exemple de l'une d'elles, employée de l'instance de gestion du BSP Wienerwald : « Ça n'a apporté presque aucun changement dans le cadre juridique³. »

L'étude des textes de loi montre que les BSPs ne remplacent en effet aucun cadre législatif. Les décrets de création des BSPs (Bundesland Vorarlberg, 2005 ; Bundesland Wien, 2006) reprennent les catégories de protection déjà en place pour détailler le zonage, et notamment, en guise de zones « cœurs », des « Naturschutzgebiete⁴ », un des statuts les plus stricts de protection environnementale dans la loi autrichienne. Seules ces dernières sont concernées par des mesures restrictives, qui se résument en une seule phrase dans le texte de référence du BSP Wienerwald : « Tout usage agricole ou forestier est interdit dans les zones cœurs⁵. »

Les autres zones, dites « tampons » et « de développement », ne font l'objet que de recommandations, de phrases à caractère incitatif. Le fonctionne-

ment des Biosphärenparks est donc, de manière très comparable aux PNR français, plutôt contractuel et collaboratif ; les incitations prennent la forme de chartes, élaborées au cours de réunions de concertation ouvertes à tous, et que les communes participantes s'engagent à respecter. Les trois parcs ont élaboré de tels documents⁶, de formes et d'ampleurs différentes, qui font office de déclaration d'intention et n'ont pas de caractère impératif. En outre, les instances de gestion – et par là le « poids » administratif du dispositif – sont laissées au libre choix des acteurs locaux.

De prime abord, on pourrait ainsi avoir l'impression que ces BSPs sont principalement des habillages, des opérations de communication ou de marketing, au sens étroitement commercial du terme. Difficile en effet de percevoir la présence et l'action des parcs autrement que par les panneaux d'information et de sensibilisation placés dans les centres villageois, ou par les « portes du parc » matérialisées par des panneaux encadrant les routes d'accès (figure 1) ; difficile de faire la liste des actions concrètes des instances de gestion, puisqu'elles fonctionnent surtout par incitation et par soutien. En outre, si le dispositif suscite approbation et bienveillance presque unanimes (Weixlbaumer et Coy, 2009), l'enthousiasme des citoyens pour l'implication – bénévole surtout – dans les projets portés par le parc et les processus de décision reste modéré. Une grande partie des personnes interrogées fait en effet le constat de la faiblesse relative de la participation de la population, ou d'un essoufflement de celle-ci après une phase initiale de réflexion et d'échanges. Est-ce à dire que le Biosphärenpark est une coquille vide ?

CE QUE LE BIOSPHÄRENPAK SEMBLE ÊTRE : UN PROJET POUR UN TERRITOIRE

« C'est au fond tout le concept du Biosphärenpark, à part dans les zones cœurs, il n'y a pas de prescriptions législatives, pas de règlements législatifs pour

2. Grandement facilitée par l'usage du logiciel de textométrie TXM (Heiden et al., 2010).

3. Traduction personnelle.

4. « Aires de protection de la nature », traduction personnelle.

5. Traduction personnelle.

6. Disponibles (au 13 juin 2017) sur les sites des parcs aux adresses suivantes : [http://www.biosphaerenpark.eu/tl_files/bilder/news-aktuelles/Leitbild%20UNESCO%20Biosphaerenpark%20Salzburger%20Lungau%20V%20098_8_2002%2006%2014.pdf] pour le Lungau ; [<https://www.bpwv.at/de/artikel/biosphaerenpark-wienerwald-leitbild>] pour la Wienerwald ; [http://www.grosseswalsertal.at/gemeindeamt/download/222732461_1.pdf] pour le Großes Walsertal.



Figure 1 : Un des panneaux d'entrée dans le Biosphärenpark Großes Walsertal. (V. Geffroy, 2012)
One of the entrance signposts of the Biosphärenpark Großes Walsertal

déterminer la gestion... à partir de là, pour moi le Biosphärenpark entier, la zone entière, la région entière, est un processus de participation en soi⁷. »

C'est ainsi que résume la situation, sans que le terme de « processus » soit introduit par l'enquêteur, une employée de l'office autrichien de gestion de la forêt, affectée au BSP Wienerwald. De manière générale, les personnes interrogées parlent plus volontiers, pour décrire ces parcs, de « projets » que de « structures », et plus précisément de projets de développement du territoire. L'expression « projet de territoire » fait généralement écho à la mise en œuvre des théories du développement local telle qu'elle a été popularisée en France au cours des années 1990. Dans le cas particulier des espaces ruraux autrichiens, les BSPs tendent vers ce modèle en ce qu'ils satisfont en partie à un certain nombre de critères caractéristiques du développement local : la mise en dialogue des acteurs locaux, l'approche intégrée du territoire, croisant l'environnement, l'agriculture et le tourisme en particulier, produisant une convergence de vues autour d'une stratégie commune de développement. Les entretiens font en

effet ressortir comme principales fonctions du BSP, la facilitation du dialogue, la sensibilisation à l'environnement, et la redynamisation économique dans le cadre d'un développement « durable », dont les termes et les principes sont largement partagés. La nature du BSP semble plus processuelle que structurelle ; et son rôle, on le voit dans la lettre même des textes de loi, est d'encourager les habitants des territoires concernés à orienter leurs activités et leurs pratiques vers une meilleure prise en compte de l'environnement « naturel » et de ses évolutions, mais aussi à tirer profit de cette orientation. Plutôt que l'idée de « conservation » des ressources, naturelles ou autres, c'est l'idée d'une valorisation raisonnée, beaucoup plus consensuelle, qui sert de fondement aux BSPs. Ces conclusions rejoignent pour l'essentiel celles de J.-E. Beuret (2011), qui insiste notamment sur la création d'un « milieu dialoguant et innovant » (p. 468) dans les réserves de biosphère, dont il analyse un échantillon international. Ce modèle de gestion fondé sur le dialogue et l'incitation, qui se concrétise dans des projets tels que ceux présentés ci-après, est en effet aujourd'hui largement diffusé.

7. Traduction personnelle.

Dans les trois régions autrichiennes étudiées, des marques et labels de qualité ont été développés, avec la collaboration du Biosphärenpark, pour distinguer des produits locaux. Dans le parc de Lungau-Nockberge, c'est ainsi la pomme de terre locale, nommée dans la région « Eachtling », qui fait office d'emblème culinaire. Affirmant la qualité du produit, qui serait notamment due à l'altitude de la région, les producteurs se sont regroupés en association afin de créer une marque et de la promouvoir⁸, promotion aujourd'hui largement relayée par le BSP Lungau-Nockberge et ses espaces de communication⁹. De même, des éleveurs des environs de Vienne ont profité de la création du BSP Wienerwald en 2005 pour engager un processus de reconnaissance de « marque de qualité » pour leur viande de bœuf et de veau¹⁰. Là, le statut Unesco est inscrit dans la définition même de l'appellation : les « Wienerwald Weiderinder », « bœufs des prés de la Wienerwald », sont, selon la définition de l'association de producteurs, des animaux qui « ont passé au moins 200 jours de leur vie sur les prés du Biosphärenpark Wienerwald¹¹ ». Ces efforts de valorisation de produits agricoles ont abouti, notamment, à une reconnaissance nationale, par le biais du programme ministériel « GenussRegion¹² », qu'on pourrait traduire par « régions du goût », qui fait un inventaire des produits régionaux « typiques » de l'Autriche. La promotion des produits « du terroir » est désormais une constante des stratégies économiques des territoires ruraux européens ; et dans le cas autrichien, on relève au moins un autre réseau de territoires « protégés », celui des « Naturparke », qui tente de fédérer de tels projets. On fait jouer par ce biais un ensemble assez diversifié de valeurs, celles de la tradition, celles de l'environnementalisme, celles du régionalisme et du nationalisme, espérant ainsi augmenter la notoriété et la valeur monétaire de ces produits agricoles, en en faisant de véritables expressions de la *qualité du lieu*. L'accent est en effet toujours mis sur les conditions écosystémiques « idéales » qui seules permettent d'aboutir à de tels produits. On entend ainsi ancrer fortement le produit dans son terroir d'origine, et la

valorisation est alors autant celle du territoire que de ses produits. Dès lors, la délimitation du territoire, notamment par les panneaux d'entrée (figure 1), prend un rôle symbolique fort : loin de se limiter à un affichage publicitaire, elle désigne le territoire comme un environnement social et naturel singulier, et privilégié. C'est probablement là une des formes les plus courantes et les plus évidentes d'exploitation du capital environnemental. Elle fait clairement apparaître les différentes composantes nécessaires à l'élaboration d'un tel capital : non seulement les produits d'un sol ou d'un élevage, mais aussi le contexte biophysique, les acteurs et les structures humaines et économiques du territoire concerné. Il s'agit précisément des critères de base d'une réserve de biosphère tels qu'ils sont définis par le cadre statutaire de Séville (Unesco, 1996), qui stipule qu'elles doivent inclure à la fois des espaces de stricte préservation et des écosystèmes socialement entretenus, avec un objectif de développement local « durable ». Un dernier exemple pris dans le BSP du Großes Walsertal permet de voir que, dans bien des cas, c'est bien d'*élaboration* plutôt que d'*exploitation* du capital environnemental qu'il s'agit : le projet « Alchemilla¹³ », soutenu par le BSP, est en effet centré sur la « redécouverte » de savoirs et savoir-faire présentés comme oubliés. Il s'agit d'un projet de partage de connaissances sur les plantes de la vallée, notamment sur leurs vertus curatives et attraits culinaires, porté par un groupe de femmes qui se désignent comme « Kräuterfrauen¹⁴ ». Celles-ci se réunissent pour des séances de formation, et commercialisent les produits qu'elles tirent des plantes, marqués du logo du BSP. Mais le cœur du projet, tel qu'il est présenté par le site web, c'est la création d'une communauté d'entraide et de sociabilité, et la valorisation de savoir-faire spécifiques. Une acceptation restrictive du capital environnemental, centrée sur les produits du sol et leur commercialisation, ne permettrait pas dans ce cas de voir les composantes principales de ce capital spécifique que le projet Alchemilla identifie et élabore : ce sont les composantes sociale, faite de relations humaines, et technique, faite de savoir-faire. Là encore, on perçoit l'écho du cadre de Séville (Unesco, *op. cit.*), qui souhaite promouvoir une relation positive entre

8. [<http://www.eachtling.at/>].

9. [<http://www.biosphaerenpark.eu/de/genussregion-lungau.html>].

10. [http://www.wienerwald-weiderind.at/site/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=3&Itemid=3].

11. *Idem*. Traduction personnelle.

12. [<http://www.genuss-region.at/>].

13. [<http://www.grosseswalsertal.at/alchemilla/>].

14. Difficile de traduire ce terme qui associe les femmes (« Frauen ») aux herbes médicinales et/ou aromatiques (« Kräuter »).

une société locale et son environnement, ce qui implique l'existence d'une dynamique développée par les acteurs locaux.

Une partie importante des efforts de formalisation du capital environnemental dans les réserves de biosphère consiste, on le voit, à réinventer (« redécouvrir », comme on aime à le dire) des produits et des pratiques en les présentant comme *locaux*, *naturels* et *traditionnels*, donc en les investissant des valeurs correspondantes. Une partie importante des investissements dans ce capital relève donc de stratégies de communication et de présentation. Et c'est là que le rôle des BSPs s'avère central¹⁵ : les structures d'administration mises en place, s'appuyant sur le label et le nom de l'Unesco, « singularisent » la région (Debarbieux *et al.*, 2008) en lui donnant une identité visuelle, un cadre de référence commun, et surtout des outils de communication, à commencer par les sites web. En faisant office de plate-forme de diffusion, d'organe fédérateur, en distribuant des certificats de qualité à des produits et des entreprises locales, ils organisent bel et bien la *formalisation* du capital environnemental, qui est une des étapes de son élaboration. En témoignent également les dispositifs de promotion touristique des BSPs, qui dans un registre tout aussi classique font valoir la beauté de leurs paysages et la qualité, la « naturalité » de leurs environnements. La rhétorique du développement durable y est omniprésente : le site de promotion touristique du Großes Walsertal¹⁶ comme celui du Lungau¹⁷ affirment dès la page d'accueil proposer des « vacances durables¹⁸ ». Le second affirme même on ne peut plus clairement que l'environnement régional est un capital : « Notre produit, c'est le Lungau lui-même¹⁹. »

À y regarder de près, les réserves de biosphère autrichiennes, qu'on ne peut vraiment qualifier d'espaces protégés, sont avant tout des outils de cohésion territoriale : elles se font espaces d'échanges entre les acteurs locaux, plate-formes de diffusion et de soutien des activités, initiatives et produits locaux, et catalyseurs d'un discours, celui du développement durable, le tout dans une perspective

assumée de développement territorial. Ce qui signifie que cette cohésion augmentée doit servir la valorisation du territoire, valorisation d'abord économique, dans un cadre de pensée et d'action certes politique mais de plus en plus consensuel dans les régions concernées, celui de l'environnementalisme (Zimmerer, 2006). Si les Biosphärenparks sont essentiellement affaire de discours, celui-ci est performatif ; relayé par les acteurs locaux, il oriente les politiques publiques de développement du territoire et influe sur les initiatives privées. Les responsables et citoyen(ne)s interrogé(e)s reprennent abondamment les thèmes de l'« économie » et de la « nature », principalement pour évoquer la nécessité d'une symbiose entre les deux domaines ; mais c'est le développement économique qui apparaît comme un horizon en soi, la protection de la nature en étant une modalité, certes incontournable pour toutes les personnes interrogées. Il en ressort que le BSP est compris bien plus comme partie prenante d'un projet de développement territorial que comme une structure de conservation des ressources.

L'analyse à travers le concept de capital paraît bien fructueuse, et permet de louvoyer entre plusieurs écueils, si l'on s'en tient rigoureusement à la définition proposée. Celui, d'abord, d'une analyse par trop naturaliste, de l'ordre de la comptabilité écologique (Costanza *et al.*, 1997), où la variable anthropique n'est qu'une condition de l'actualisation ou de la destruction de la ressource (Gagnon *et al.*, 2008). Celui, ensuite, d'une vision par trop économiste, centrée sur l'accumulation de ressources et l'inscription dans le territoire de rapports de concurrence et de domination (Torre, 2010). Ceux-ci existent certainement, mais sont relativement discrets dans les régions rurales et montagneuses du Lungau et du Grosses Walsertal, très faiblement peuplées (18 hab./km² pour le Großes Walsertal, 23 hab./km² pour le Lungau-Nockberge)²⁰, sans développement significatif des sports d'hiver relativement à certaines régions proches – notamment le Tyrol. Dans la Wienerwald, une forêt périurbaine, les densités de population et la richesse rurale sont nettement plus élevées mais le statut de BSP fait l'objet de très peu de débats, étant connu d'un nombre réduit d'acteurs locaux. Dans les deux premiers cas d'étude en tout cas, on observe un

15. Ici il faut distinguer entre les régions ; dans la Wienerwald, la présence effective du BSP à l'échelle de la région est bien moindre que dans les deux autres cas. Voir (Geffroy, 2012).

16. [<http://www.vorarlberg-alpenregion.at/walsertal/>]

17. [<http://biosphaerenpark.com/>]

18. « nachhaltigen Urlaub ».

19. Traduction personnelle.

20. http://www.grosseswalsertal.at/Region/Gemeinden/Das_Grosse_Walsertal;
<http://www.biosphaerenpark.eu/de/lungaunockberge-im-unesco-biosphaerenpark-lungau.html>].

relatif consensus autour du projet de BSP avec des formes de mise en commun des ressources, des stratégies collaboratives d'élaboration et de valorisation d'un capital que les faibles densités rendent abondant. Comme le soulignent C. Gagnon *et al.* (2008), ou encore H. Lamara (2009), ce type de capital ne peut d'ailleurs être valorisé sans activer les mécanismes de gouvernance de la collectivité concernée. Son élaboration, collective et progressive, fait office de stratégie politique et économique pour nombre de territoires ruraux similaires, en Autriche (Dax, 2001) comme ailleurs. Le cas étudié est ainsi représentatif d'une tendance de fond : c'est aujourd'hui très souvent dans l'« environnement » que les acteurs locaux des régions rurales entendent puiser leurs ressources économiques. De nombreux problèmes surgissent bien sûr des acceptions divergentes de cet « environnement » ; mais partout on entend le « préserver » ou le « protéger ». Et les projets tels que les réserves de biosphère autrichiennes, ou les PNR français, qui sont très semblables aux dispositifs ici étudiés, sont une des solutions que l'on tente d'apporter à l'apparente contradiction du « développement²¹ » des activités économiques et de la préservation d'un environnement donné – contradiction que l'approche par le capital environnemental permet justement d'effacer. L'avenir, pour les acteurs de ces territoires, semble donc effectivement se trouver dans l'élaboration d'un capital environnemental, et ceci dans un cadre précis, celui du paradigme environnementaliste. Et les recherches récentes montrent que de tels projets peuvent contribuer efficacement à cette élaboration : on observe ainsi, dans les PNR français par exemple, des situations d'« embourgeoisement rural » (Desponds, 2007 ; Richard *et al.*, 2014), qui, si elles ne relèvent pas complètement du « développement économique » souhaité, sont bien une forme de valorisation. Si les aménités environnementales, qui encouragent des choix résidentiels, doivent bel et bien être considérées comme un capital à part entière, leur conversion en valeurs financières, notamment immobilières, donnent une mesure commode de l'élaboration et de l'entretien de ce capital²².

21. Si le terme, marqué par le paradigme de la croissance, est encore quasi hégémonique, il serait bien plus juste dans beaucoup de régions rurales de parler de « maintien » des activités économiques, ou même simplement d'« implantation » afin de ne pas s'embarrasser d'une perspective diachronique.

22. Pour le cas des BSPs autrichiens, on ne dispose pas encore de données qui permettraient de tirer des conclusions similaires (N. Weixlbaumer, 2016, communication personnelle).

Peut-être faut-il désormais, au vu de ces évolutions, notamment la généralisation du paradigme intégrateur, c'est-à-dire de la « protection de la nature en contexte social » (Weixlbaumer, 2006), prendre les espaces dits « protégés » pour ce qu'ils sont vraiment – et cela n'a rien de péjoratif *a priori* –, c'est-à-dire des cadres de formalisation du capital environnemental des territoires.

ENJEUX THÉORIQUES DE LA « FORMALISATION » DU CAPITAL ENVIRONNEMENTAL

Les actions menées relèvent bel et bien de la recherche et de la valorisation d'un capital : on entend y trouver, sous une forme ou une autre, un bénéfice. Passé ce constat, et étant admise la pertinence de la grille de lecture du capital environnemental, le cas étudié mène à plusieurs réflexions qui pourraient contribuer à renforcer celle-ci.

Nous proposons de parler, pour qualifier l'action d'un tel « espace protégé », de *formalisation* du capital environnemental local : une grande partie des actions qu'il porte relèvent de la communication, de la diffusion, du discours sur les lieux et l'environnement, qui sous une apparence de vacuité déterminent grandement la ou les valeurs de ce capital. Sans cette formalisation, qui met en correspondance les objets avec des valeurs, le capital environnemental reste à l'état potentiel. En l'occurrence, elle se fait dans un cadre idéologique bien identifié, celui du développement durable, qui imprègne désormais la grande majorité des projets de territoire. C'est ce qui fait aujourd'hui qu'un certain nombre de sources de richesse, telles que le capital environnemental réalisé dans les BSPs, échappent à l'analyse marxienne du capitalisme industriel, mais aussi à l'analyse économiste du « natural capital » (Costanza *et al.*, 1997). En effet, selon Marx, dans le système capitaliste, « pour la première fois, la nature devient un pur objet pour l'humanité, une pure affaire d'utilité » (Marx, 2011). Or, même dans le cadre strict de l'économie capitaliste, les valeurs symboliques, culturelles ou esthétiques accordées à la « nature » ont aujourd'hui un poids ; et, dans les cas étudiés par exemple, celles-ci débordent largement du seul cadre du profit financier, obligeant à considérer la diversité des valeurs attribuées à ce capital spécifique que l'on qualifie d'*environnemen-*

tal. En outre, celui-ci est nécessairement *situé* : attaché à un ensemble de conditions ou d'éléments spécifiques à un lieu ou un espace (qui peut être global), et en interrelation, il n'est pas mobile. Le capital environnemental n'obéit donc pas, par exemple, à la nécessité d'expansion géographique du capital, la « spatial accumulation » théorisée par D. Harvey (1975), qui montrait par là l'importance de la dimension spatiale dans l'analyse d'un capitalisme défini notamment par sa dépendance à la croissance. Au contraire, dans notre cas d'étude, l'objectif recherché est la réalisation d'un capital localisé. Est-il alors possible de penser un capital sans croissance et sans expansion géographique ? Dans les régions étudiées, malgré le vocabulaire utilisé, l'horizon n'est en effet pas nécessairement la croissance économique à long terme ; il ne s'agit pas tant de développer une activité économique que de l'implanter de manière durable.

Un des objectifs de la formalisation de ce capital pour des régions telles que les BSPs peut être, simplement, de se forger une réputation de « modèles [...] de développement durable des territoires » (Unesco, 1996), et ainsi d'augmenter leur « capital symbolique collectif » (Harvey, 2001b), objectif devenu commun dans un contexte de mise en compétition des territoires. Mais cette compétition se décline en différentes arènes, et ce n'est que relativement à d'autres territoires aux enjeux similaires que ce capital peut être un avantage. Et en identifiant le système de valeurs par et pour lesquelles un capital environnemental est créé, on peut procéder à une analyse plus fine et distinguer des champs, au sens bourdieusien (*op. cit.*), pour lesquels ce capital est pertinent. De même que (Clivaz *et al.*, 2011) proposent d'analyser le positionnement des stations touristiques au sein d'un *champ touristique* spécifique, on peut supposer que les démarches de formalisation du capital environnemental de territoires tels que les BSPs s'inscrivent dans un ou des champs spécifiques. Le discours des interrogés permet d'identifier quelques domaines récurrents où le capital environnemental local est valorisé, qu'il est difficile cependant de considérer sans hésitation comme des champs à part entière, au vu de leur multiplicité et leur caractère vague : ils évoquent le développement économique en général, toujours dans le cadre des valeurs du développement durable, ils évoquent le dialogue et la cohé-

sion sociale, la qualité de vie. On pourrait dire que cette valorisation se fait en général dans le champ environnementaliste, qui comme configuration de valeurs et d'acteurs comprend non seulement des intérêts économiques, mais aussi sociaux (qualité des relations sociales, légitimation morale...). Mais un autre champ semble essentiel pour la valorisation de ce capital, et s'il est évoqué par les interrogés, il ne l'est peut-être pas autant qu'il le devrait eu égard à son importance : c'est le champ *touristique*, valable également pour des territoires moins spécialisés que les stations touristiques étudiées par Clivaz *et al.* (2011). C'est en effet un secteur économique primordial, au moins pour les deux parcs de régions rurales. N'ayant pas développé d'infrastructures massives de sports d'hiver, le Lungau et le Großes Walsertal cherchent aujourd'hui à développer un tourisme dit « durable » – on retrouve là bien entendu le champ environnementaliste –, où de nombreuses activités non strictement touristiques trouvent en réalité d'importants débouchés : ainsi de la commercialisation des produits du terroir et de l'offre gastronomique qui l'accompagne. De manière générale, la fréquentation touristique des régions rurales et de montagne, toujours motivée par l'attrait des paysages, l'est également de plus en plus par le cadre de valeurs abondamment évoqué ici et qui attribue à certains lieux une *qualité* particulière (voir plus haut). L'importante promotion touristique faite par les sites web témoigne de ce positionnement marqué des BSPs dans le champ touristique ; mais la signalétique des parcs elle-même, illustrée par la figure 1, participe de la visibilité donnée au territoire dans ce champ, et de la diffusion d'une « identité » portée par le label du BSP. Les BSPs autrichiens se positionnent donc dans un sous-champ du tourisme : c'est le champ du tourisme à sensibilité environnementaliste, souvent dit – mais l'expression ne se rapporte pas toujours à un concept précis, encore moins à un ensemble homogène d'activités et de pratiques – tourisme « vert ».

Pour comprendre la valorisation d'un capital environnemental donné, il faut donc analyser la relation entre des ressources et un ensemble de valeurs, identifier un champ au sein duquel cette relation peut se déployer ; en décrivant par exemple dans les BSPs les différents acteurs et leurs stratégies. Mais pour saisir la réalisation de ce capital, c'est-à-dire les façons dont il est exploité ou mobilisé, il est

utile de se rapprocher encore de l'action proprement dite : ici, manger les produits du terroir, parcourir la montagne enneigée en skis de randonnée, ou encore installer un parc de panneaux solaires (le Großes Walsertal en a fait l'expérience, cf. Hinteregger *et al.*, 2015), par exemple. Ces « actions » relèvent toutes d'un ensemble d'investissements dans un environnement appréhendé comme tel – c'est-à-dire comme ensemble situé d'interactions biophysiques et sociales – mais présentent une certaine diversité : la dernière relève pleinement de l'aménagement du territoire, et à ce titre peut être considérée comme un investissement « fixe » ; mais les deux premières sont de l'ordre de la *pratique*, des lieux ou de l'espace. C'est-à-dire que des actions y sont menées, qui engagent et créent également des significations ; ainsi employée, la notion de « pratique » permet d'exprimer la consubstantialité du « faire » et de la signification (Stock, 2004) dans les rapports à l'espace des acteurs sociaux. Dans les BSPs, on le voit, le capital environnemental n'existe que par les acteurs qui « investissent » les territoires, par des actions matérielles, engageant ou modifiant l'espace physique, mais aussi des conceptions – des « shared understandings » (Schatzki, 2015 ; Schatzki *et al.*, 2001), notamment la vision, partagée par la plupart des acteurs locaux, de leur région comme un territoire « à protéger », mais aussi à « développer ». Plutôt qu'accumulé ou investi dans des structures – « spatially fixed », au sens de D. Harvey (1981, 2001a) – comme pourrait le laisser penser le statut de « réserve » ou de « parc » attribué par le label Unesco, le capital ici identifié est tourné vers l'usage, la réalisation à travers des pratiques, notamment touristiques. Ces dernières mobilisent en effet constamment des conceptions, voire des *imaginaires* (Debarbieux, 2003 ; Gravari-Barbas et Graburn, 2012) des lieux, mais toujours par la présence physique : le déplacement, la « visite » des lieux. Ce n'est pas tant dans l'exploitation d'un stock de ressources que dans la pratique des lieux – bien sûr, la consommation directe de certaines ressources peut relever de la pratique des lieux, notamment lorsque les produits sont présentés comme « du terroir » – que le capital environnemental trouve, dans notre cas, sa concrétisation. Parler « d'investissements » ou de « pratiques » est un moyen de recentrer l'analyse sur l'échelle humaine de la compréhension et de l'action, sur la « pratique » comme concept primor-

dial de la compréhension du monde social (Schatzki *et al.*, 2001), et notamment, ici de la construction sociale de l'environnement (Rudolf *et al.*, 1998). C'est une manière de dire que les espaces et les lieux n'ont de sens et de valeur que parcourus et représentés ; la notion de capital environnemental, parmi bien d'autres propositions théoriques, semble donc nous inviter à considérer les espaces, les territoires, les milieux, comme *pratiqués* plutôt qu'*exploités*.

CONCLUSION

La notion de capital environnemental, comme grille d'analyse multidimensionnelle de l'environnement et de ses valeurs socialement construites, s'avère efficace pour synthétiser les stratégies de développement territorial qui sont au fondement des Biosphärenparks autrichiens. Elle est notamment utile pour évaluer la performativité du discours environnementaliste au sein de tels projets. Mais les spécificités de ce capital suffisent-elles à en faire une notion originale, ou se résume-t-elle à une application à un objet spécifique, en l'occurrence l'environnement dit « naturel » des sociétés humaines, des théories marxistes et bourdieusiennes ? Si ces dernières avaient déjà dépassé une conception statique du stock ou des « ressources naturelles », le capital environnemental contribue à compléter la réflexion sur le caractère relationnel des valeurs dans les sociétés et leurs économies : en effet, il caractérise certes une relation entre des acteurs sociaux, mais aussi et surtout la relation que ceux-ci entretiennent avec les espaces et les objets « de nature ». L'essentiel est d'admettre d'une part le caractère socialement construit des valeurs accordées aux composantes du monde biophysique, et d'autre part la multiplicité de ces valeurs. Cela implique de se défaire d'une vision strictement économiste, où la seule valeur vraiment pertinente serait financière, les autres types d'investissement n'étant que des moyens d'aboutir à celle-ci. L'illustration ici proposée, le Biosphärenpark autrichien, est une des formes les plus élaborées de constitution d'un capital environnemental, de plus en plus employée dans les politiques publiques des espaces ruraux : il s'agit, en encourageant l'attribution de valeurs diversifiées à des espaces relativement peu anthropisés, de *formaliser* un capital environnemental, et d'en faire la base d'un projet de territoire.

Bibliographie

- BEURET J.-E., 2011. La mise en dialogue de la nature dans les réserves de biosphère : les voies de la gouvernance (Dialogs on nature in biosphere reserves: the ways of governance), *Bulletin de l'Association de géographes français*, 88(4), p. 459-474.
- BORRINI-FEYERABEND G., 1996. *Collaborative Management of Protected Areas: Tailoring the Approach to the Context*, Gland, UICN, 67 p.
- BOUAMRANE M. (ed.), 2007. *Le dialogue dans les réserves de biosphère : Repères, pratiques et expériences*, Unesco, 80 p.
- BOURDIEU P., 1980. Le capital social, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), p. 2-3.
- BOURDIEU P., 1984. *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 288 p.
- BOURDIEU P., 2012. *Sur l'État : cours au Collège de France (1989-1992)*, CHAMPAGNE P., LENOIR R., POUPEAU F. (dir.), Paris, Seuil, 672 p.
- Bundesland Vorarlberg, Verordnung der Landesregierung über den « Biosphärenpark Großes Walsertal », Pub. L. No. LGBl.Nr. 33/2000, 46/2005 (2005).
- Bundesland Wien, Gesetz über den Wiener Teil des Biosphärenparks – Wienerwald, Pub. L. No. LGBl 47/2006 (2006).
- BÜRGENMEIER B., 2004. *Économie du développement durable*. De Boeck Supérieur, 285 p.
- CARRINCAZEUX C., 2011. Les dynamiques spatiales de l'innovation, in BÉLIS-BERGOUIGNAN M.-C., JULLIEN B., LUNG Y., YILDIZOGLU M. (dir.), *Industries, innovations, institutions: éléments de dynamique industrielle*. Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, p. 3-38.
- CLIVAZ C., NAHRATH S., STOCK M., 2011. Le développement des stations touristiques dans le champ touristique mondial, *Mondes du Tourisme, hors-série « Tourisme et mondialisation »*, 11 p.
- CORRADO F., 2004. Vers un concept opératoire : la ressource territoriale, *Montagnes Méditerranéennes, dossier : La notion de ressource territoriale* (20), p. 21-24.
- COSTANZA R., D'ARGE R., DE GROOT R., FARBER S., GRASSO M., HANNON B., LIMBURG K., NAEEM S., O'NEILL R.V., PARUELO J., RASKIN R. G., SUTTON P., VAN DEN BELT M., 1997. The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature*, 387(6630), p. 253-260. DOI : 10.1038/387253a0.
- COY M., WEIXLBAUMER N., 2009. *Der Biosphärenpark als regionale Leitinstrument – Das Große Walsertal im Spiegel der Nutzer* (Österreichischen Akademie der Wissenschaften), IUP, Innsbruck University Press, 136 p.
- DAX T., 2001. Endogenous Development in Austria's Mountain Regions, *Mountain Research and Development*, 21(3), p. 231-235.
- DEPRAZ S., 2008. *Géographie des espaces naturels protégés – Genèse, principes et enjeux territoriaux*, Paris, Colin.
- DESPOUDS D., 2007. Les impacts d'un parc naturel régional (PNR) sur les évolutions socio-démographiques de son espace rural : le cas du Vexin français. *Norois. Environnement, aménagement, société*, (202), p. 47-60. DOI : 10.4000/norois.1620
- DOUGLAS I., HUGGETT R. J., ROBINSON M. E., 1996. *Companion encyclopedia of geography : the environment and humankind*, London/New York, Routledge, 1 056 p.
- EMELIANOFF C., 2003. Environnement, in LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 317-318.
- GAGNON C., SIMARD J.-G., TELLIER L.-N., GAGNON S., 2008. Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : quels liens ?, *Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement*, 8(2). DOI : 10.4000/vertigo.4983.
- GEFFROY V., 2012. *Les réserves de biosphère en Autriche, ou le développement durable en éprouvettes*. Mémoire de M2, non publié, ENS de Lyon.
- GUMUCHIAN H., PECQUEUR B., 2007. *La ressource territoriale*, Paris, Economica, coll. « Anthropos », 252 p.
- HARVEY D., 1975. The geography of capitalist accumulation: a reconstruction of the Marxian theory, *Antipode*, 7(2), p. 9-21.
- HARVEY D., 1981. The spatial fix–Hegel, von Thunen, and Marx, *Antipode*, 13(3), p. 1-12.
- HARVEY D., 2001a. Globalization and the spatial fix. *Geographische revue*, 2(3), p. 23-31.
- HARVEY D., 2001b. *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, Routledge, 429 p.
- HEIDEN S., MAGUÉ J.-P., PINCEMIN B., 2010. TXM: Une plateforme logicielle open-source pour la textométrie – conception et développement, in *10th International Conference on the Statistical Analysis of Textual Data – JADT 2010*, Rome, p. 1021-1032.
- HINTEREGGER F.M., GARTNER M., WEBER R., 2015, décembre 3. Walsertal ist stromautark – e5-Orte ausgezeichnet, *vorarlberg. ORF.at*. vorarlberg. ORF.at. Consulté à l'adresse [<http://vorarlberg.orf.at/news/stories/2745676/>].
- LAMARA H., 2009. Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales, *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*. DOI : 10.4000/developpementdurable.8208.
- LASCOUMES P., 2010. *L'éco-pouvoir: Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 317 p.
- MARX K., 2002 (édition originale 1849). *Travail salarié et capital*, Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, J.-M. Tremblay. Consulté à l'adresse [<http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.tra>].
- MARX K., 2011. *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*, LEFEBVRE J.-P. (dir.), BADIA G., BALIBAR É., BIDET J., (trad.), Paris, Éd. Sociales.
- PRALY C., 2010, juin 30. *Nouvelles formes de valorisation territoriale en agriculture : le cas de l'arboriculture de la moyenne vallée du Rhône* (Thèse de doctorat en géographie), Lyon 2. Consulté à l'adresse [<http://www.theses.fr/2010LYO20038>].
- RAFFESTIN C., 1980. *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 250 p.

- RALLET A., TORRE A., 2004. Proximité et localisation, *Économie rurale*, 280(1), p. 25-41.
- RICHARD F., 2010. La gentrification des « espaces naturels » en Angleterre : après le front écologique, l'occupation ?, *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, (9). DOI : 10.4000/espacepolitique.1478.
- RICHARD F., DELLIER J., TOMMASI G., 2014. Migration, environnement et gentrification rurale en Montagne limousine, *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, 102-103. DOI : 10.4000/rga.2525.
- RICHARD F., SAUMON G., TOMMASI G., 2015. De l'hégémonie des valeurs environnementales à l'affirmation d'un nouveau capital ?, in *Colloque Capital environnemental : représentations, pratiques, dominations, appropriations spatiales*, Limoges.
- RUDOLF F., MOSCOVICI S., WATIER P., 1998. *L'environnement, une construction sociale: pratiques et discours sur l'environnement en Allemagne et en France*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 196 p.
- SCHATZKI T. R., 2015. Spaces of Practices and of Large Social Phenomena, *EspacesTemps.net, Traverses*. Consulté à l'adresse [<http://www.espacestems.net/articles/spaces-of-practices-and-of-large-social-phenomena/>].
- SCHATZKI T. R., KNORR-CETINA K., VON SAVIGNY E., 2001. *The practice turn in contemporary theory*, London/New York, Routledge.
- STOCK M., 2004. L'habiter comme pratique des lieux géographiques, *EspacesTemps.net*. Consulté à l'adresse [<http://www.espacestems.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/>].
- TORRE A., 2010. Conflits environnementaux et territoires, in ZUINDEAU B., *Développement durable et territoire*, Ville-neuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 109-121, Consulté à l'adresse [<http://www.andre-torre.com/pdf/PDFpub197N1.pdf>].
- UNESCO, 1996. *Réerves de biosphère : la Stratégie de Séville et le Cadre statutaire du Réseau mondial*, Paris, Unesco.
- VEYRET Y., 2007. *Dictionnaire de l'environnement*, Paris, Colin, 403 p.
- WEIXLBAUMER N., 2006. Auf dem Weg zu innovativen Naturschutz-Landschaften-Naturverständnis und Paradigmen im Wandel, in ERDMANN K.H., BORK H.R., HOPF T., *Naturschutz im gesellschaftlichen Kontext*. Münster, Bundesamt für Naturschutz – Landwirtschaftsvlg, p. 7-28.
- WEIXLBAUMER N., COY M., 2009. Selbst- und Fremdbild in der Gebietsschutzpolitik, Das Beispiel des Biosphärenparks Großes Walsertal/Vorarlberg, In Mose I. (dir.), *Wahrnehmung und Akzeptanz von Großschutzgebieten*, BIS-Verlag der Carl von Ossietzky Universität, p. 37-57.
- ZIMMERER K. S., 2006. Cultural ecology: at the interface with political ecology – the new geographies of environmental conservation and globalization, *Progress in Human Geography*, 30(1), p. 63-78.